

Muselier : « Le procès qui m'a été fait est immonde »

À huit jours du premier tour, le candidat LR ne « correctionne » plus : il dynamite, disperse, ventile... Et martèle ses vérités sur une campagne où tous les coups sont permis.

« **A** lors comme ça, à la télé, vous ne m'avez pas trouvé en forme ? » Le rire, énorme, roule au-dessus de la table. À huit jours du premier tour, Renaud Muselier se veut détendu, verbe haut et incisif. Et ça balance à toute berzingue.

Tous les sondages accordent un net avantage au candidat du Rassemblement national. Vous êtes inquiet ?

Je savais dès le départ que cette élection serait compliquée. Si vous regardez les chiffres depuis 1995, dans cette région, la droite ne dépasse jamais 27 % au premier tour. Il y a toujours eu des triangulaires. Avant, elles profitaient à la gauche. Maintenant, c'est le Front qui est en embuscade. Moi, au regard de mon bilan, on me donnait à 29 %. Ça fait quand même un sacré chemin à parcourir jusqu'à la sortie... Je n'ai jamais oublié ce qui s'est passé en 2015, lorsque le FN était devant avec 14 points d'avance !

C'est ce qui vous a poussé à rassembler dès le premier tour ?

Oui. J'ai toujours pensé que moins il y avait de listes sur la ligne de départ, mieux ce serait pour notre camp. Il était préférable de fédérer les excellences avant le premier tour.

Ce qui vous a valu d'être qualifié de « traître » par des membres de votre propre camp...

Oui, mais ça, c'est n'importe quoi ! Je veux gagner. Et pour que je conserve la victoire à mon camp, il faut que j'ajoute, pas que je divise. Mais tout le monde est tombé dans le piège de la Macronie. Il y a eu une escalade... [Glacé] Je n'ai pas vendu mon âme au diable. C'est la première fois que, lorsqu'un adversaire renonce et me soutient, on me dit que je suis un

« **Ce que je pense d'Henri Leroy ? Joker !** »



(Photo Sophie Louvet)

traître ! Ce procès d'intention en sorcellerie qui m'a été fait est immonde.

Vous pensez que tout cela vous a porté préjudice ?

Oui. Je suis à 34-35 %, il est à 39-40 % au premier tour. Sans cette polémique, nous serions à touche-touche. Il n'y a aucune poussée autour de Mariani !

La moitié des électeurs de Fillon

en 2017 seraient prêts à voter Mariani. Selon vous, c'est le RN qui a changé ou ce sont Les Républicains

qui se sont égarés ?

C'est assez habituel à droite. Souvenez-vous à l'époque de Gaudin et Fillon : une partie de notre électorat a toujours été tentée de basculer vers les extrêmes. Ce n'est pas « ma »

droite. Pour moi, la ligne est claire. Et elle est infranchissable.

Les psychodrames qui ont agité votre famille politique n'auraient pas pu être évités ?

[Il soupire] Bien entendu. Je l'ai dit à Christian Jacob : « Le dimanche où Castex fait ses annonces sur la liste LREM, si tu m'appelles, ou si je t'appelle, le problème est réglé ! »

Mais vous ne l'avez pas appelé... Et lui non plus.

Quand le sénateur LR Henri Leroy vous tacle de nouveau, dimanche dernier, vous en pensez quoi ?

[Dents serrées] Joker !

Vous ne pensez pas qu'il aurait été plus facile de faire le plein des voix à droite au premier tour si les Marcheurs avaient déposé une liste ?

Écoutez, j'ai pris cette option... Personne ne m'a rien imposé. Ni Macron, ni Castex, ni Estrosi. J'assume d'avoir pris sur ma liste des gens qui ont bien bossé !

« **Mariani ne supportait plus les ploucs** »

Ce n'était pas le cas de Philippe Tabarot, l'actuel vice-président en charge des transports ?

C'est un immense regret pour moi. C'est un ami, un mec exceptionnel ; il a fait un travail remarquable. Sauf qu'à partir du moment où je décide de ne prendre aucun parlementaire sur ma liste, je n'ai pas le choix.

Governatori se présente comme un « faiseur de roi ». Seriez-vous prêts, comme il le suggère, à fusionner votre liste avec la sienne entre les deux tours ?

J'aime beaucoup le personnage, je le trouve attachant. Mais je ne veux pas rentrer maintenant dans les débats sur les accords de second tour, alors que le premier n'a pas encore été joué.

Lorsque Félizia rappelle que votre majorité a été élue avec les voix de la gauche en 2017, et qu'il vous reproche de ne pas en avoir tenu compte, n'est-il pas dans le vrai ?

Oui et non. On devait faire une sorte de conseil régional bis, une instance consultative. Lorsqu'on l'a proposé, on pensait vraiment pouvoir le mettre en œuvre. Mais on n'a jamais réussi à trouver la bonne formule. Cela dit, on a toujours respecté ceux qui étaient dehors. Je ne crois pas que nos décisions, globalement, aient mis la gauche vent debout.

Vous connaissez Mariani depuis longtemps ; vous avez été proches. Est-ce que cela influe sur votre campagne ?

Forcément. [Silence] La réalité, c'est que j'ai une immense déception. Mariani est un usurpateur. Un imposteur. Il a abandonné Valréas : il ne supportait plus les « ploucs » ! Il se prend une veste aux législatives, se fâche avec Laurent Wauquiez [alors patron des Républicains, Ndlr]. Et le mec, pour gagner sa vie, il part chez Marine Le Pen, au Parlement européen où il vote avec tous les dictateurs ! Et le mec, qui habite Paris, qui s'est cassé, il revient en me disant : « Je vais te battre ! » Non mais, d'où tu sors ?

L'affaire de sa domiciliation « bidon » à Avignon, cela vous paraît sérieux ?

C'est une fausse domiciliation ! Il habite à Paris, où il est propriétaire de son appartement, où il paye ses impôts. Cette adresse à Avignon, il a dû y dormir trois fois.

Il a tenté de vous renvoyer la balle en affirmant que vous avez un passeport mauricien...

C'est vrai : j'ai la double nationalité. Et alors ? La différence entre lui et moi, c'est que j'ai un vrai métier, je vis à Marseille et j'y paye mes impôts.

Un général songe rarement à la défaite sur le champ de bataille. Mais si vous perdez, siègerez-vous au conseil régional ?

Je ne sais pas. Je pense que je serais envahi par un immense sentiment d'injustice par rapport au travail qui a été fait. Et un peu effrayé par ce qui va arriver... Pour travailler avec Israël, on va envoyer Vardon ? Le nazillon qui est un ancien du groupe qui a tenté d'assassiner Jacques Chirac [Unité radicale, Ndlr] ? On va confier des missions à Boccaletti, un repris de justice qui est parti au cabanon pour violences en réunion avec arme ? [Silence] Oui, je suis inquiet.

PROPOS RECUEILLIS
PAR LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

Trois décennies dans l'arène politique

« Je suis dans une famille où, depuis 1870, tout le monde a été militaire ou fonctionnaire. Une moitié a été décimée, une autre moitié a été déportée. Tous résistants. C'est ma culture. »

Lorsqu'il évoque ses origines, le président sortant de la Région redresse le buste. Son parcours politique s'inscrit, explique-t-il, dans cette tradition gaulliste. Élu aux cantonales en 1992, il devient premier adjoint de Jean-Claude Gaudin, nouveau maire de Marseille, trois ans plus tard. Secrétaire d'État aux

Affaires étrangères entre 2002 et 2005, il connaît une défaite aussi inattendue que cinglante en 2008 en se présentant à la tête de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Il perd son mandat de député aux législatives de 2012. Tenté par une candidature à la mairie de Marseille en 2014, il renonce et revient réellement dans le jeu politique en conduisant la liste de Christian Estrosi aux régionales dans les Bouches-du-Rhône. Il lui succède à la tête de la Région en mai 2017.